

Nombre de membres du Bureau :
- en exercice : 21
- membres présents : 17
- suffrages exprimés : 17
- pour : 17

DÉLIBÉRATION n° B2026/004

L'an deux mille vingt-six, le 3 février, le Bureau de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan s'est réuni au nombre prescrit par la loi à son siège social sous la Présidence de Monsieur Bernard PLANO. Monsieur Alain PIASER a été désigné secrétaire de séance.

Présents : Bernard PLANO, Catherine CORREGE, Alain PIASER, Joëlle ABADIE, Valérie DUPLAN, Roger LACOME, Nicolas TOURON, Céline CASSAGNEAU, Ludovic PONTICO, Serge SOHIER, Régine SARRAT, Maurice LOUDET, Albert BEGUE, Christiane ROTGE, Francis ESCUDE, Didier FAVARO et Martine LABAT.

Absents excusés : Philippe SOLAZ, André RECURT, Laurent LAGES et Jean-Bernard COLOMES.

Objet : Finances - Attribution d'un fonds de concours à la commune de Montoussé pour le financement de travaux de rénovation de la cage d'escalier et de la salle de réunion Mairie (année 2025)

Vu les articles 5111-4 et suivants du CGCT,

Vu l'article L. 5214-16-V du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montoussé sollicitant un fonds de concours d'un montant de 2 794 € à la CCPL pour l'opération : Travaux de rénovation de la cage d'escalier et de la salle de réunion Mairie,

Vu le plan de financement de l'opération,

Dépenses	En € HT	Recettes	En € HT
Travaux de rénovation de la cage d'escalier et de la salle de réunion Mairie	6 864,00 €	Fonds de concours CCPL	2 794,00 €
		Autofinancement commune	4 070,00 €
Total	6 864,00 €	Total	6 864,00 €

LE BUREAU

Le Président entendu, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées,

DECIDE

- D'accorder un fonds de concours d'un montant de 2 794 € à la commune de Montoussé pour le financement de l'opération de travaux de rénovation de la cage d'escalier et de la salle de réunion Mairie.

Le Président
Bernard PLANO

Le secrétaire de séance
Alain PIASER

Publiée le 16 FEV. 2026



Accusé de réception en préfecture
065-200070787-20260203-2026-004B-DE
Date de télétransmission : 16/02/2026
Date de réception préfecture : 16/02/2026

Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.